



OPINION

La grande arnaque du nouvel ordre

Milei, Kast, Trump et la fabrique du fascisme institutionnel

Par Vicente de la Serna

Il y a quelques années, qualifier un gouvernement élu de fasciste était considéré comme une exagération. Aujourd'hui, regarder la carte de l'Occident sans utiliser ce mot relève simplement de l'auto-illusion. Nous ne sommes pas face à une droite conservatrice classique, ni même au néolibéralisme des années 1990. Nous sommes face à quelque chose de plus sophistiqué et de plus dangereux : un fascisme institutionnel qui n'a besoin ni de coups d'État ni d'uniformes pour s'imposer. Il le fait à travers les lois, les algorithmes, un langage qui dissimule tout en frappant.

Et le coup, il faut le dire, est coordonné.



Foto: [Antonio Cansino-Woman](#)

Le même scénario, des accents différents

Javier Milei en Argentine, José Antonio Kast au Chili, Donald Trump aux États-Unis, Giorgia Meloni en Italie, Marine Le Pen en France, Santiago Abascal en Espagne. Ils partagent tous non seulement une idéologie, mais un manuel d'opérations. L'homogénéisation est si évidente qu'il est insultant qu'on les analyse encore comme des phénomènes nationaux isolés.

Le programme économique est identique : destruction de l'État social, privatisation du secteur public, flexibilisation extrême du travail, livraison des ressources naturelles au capital transnational, et une rhétorique "anti-caste" qui, curieusement, n'effleure jamais les intérêts des grands conglomérats économiques. Milei dit que sa mission est d'être une "taupe qui détruit l'État de l'intérieur". Trump promet d'"assécher le marais" tout en remplissant son cabinet de milliardaires. Kast s'est présenté comme le champion de la lutte contre la corruption, jusqu'à ce qu'on apprenne qu'il était actionnaire de sociétés offshore au Panama qu'il n'a jamais déclarées. Les liens avec le trafic de drogue d'Asprilla en Colombie et l'administration Trump ne sont pas un hasard. Dans l'administration américaine, les narcotrafiquants ne semblent poser problème que s'ils ne coopèrent pas. L'argent est toujours le bienvenu dans le pays qui consomme le plus de drogues au monde, où les barons locaux n'existent curieusement même pas dans les journaux.

L'arnaque suit le même schéma : ils parlent au nom du peuple tout en servant les puissants. Ils dénoncent la "caste" tout en la remplaçant par une autre, plus rapace. Et ils le font avec un discours si homogénéisé qu'ils pourraient échanger leurs discours sans que personne n'y voie de différence.

La guerre culturelle comme guerre réelle

L'axe discursif de cette extrême droite globalisée est la soi-disant "guerre culturelle" – un terme qui semble abstrait mais qui recouvre une opération concrète : criminaliser la dissidence. Milei, au Forum économique mondial de 2025, a déclaré son intention d'"exterminer le virus du wokisme de gauche", qu'il a défini comme un "cancer" ; il a dit qu'il supprimerait la figure du féminicide du code pénal et a accusé la communauté LGBT "dans ses versions les plus extrêmes" d'être "pédophile". Trump, quant à lui, a fait de la persécution de la "gauche radicale" une politique d'État, purgeant l'administration fédérale de toute trace de pensée progressiste. Kast, au Chili, a été qualifié par l'ancienne porte-parole Camila Vallejo de protagoniste d'une "grande arnaque".

Remarquez-vous la symétrie ? Ce n'est pas une coïncidence. C'est une construction.

Ces leaders partagent un réseau transnational de think tanks, de fondations et de médias qui leur fournissent le même vocabulaire, les mêmes ennemis imaginaires, la même stratégie de communication. Milei a signé la Charte de Madrid, promue par le parti d'extrême droite espagnol Vox. Il a partagé la scène avec Le Pen, Abascal, Orbán, Meloni et Kast lui-même. Ils ne sont pas des alliés occasionnels ; ils sont des soldats de la même campagne.

.....Publicidad Werbung advertising publicité publicidade



24+1 Podcast für van Gogh

„Vicente de la Serna betritt und verlässt viele Labyrinth.
Er tut es würdevoll und so gesprächig,
wie ein Kaffee mit Freunden,
während er einfache und tiefe Lektionen erteilt
– wie ein Dolch. [...]

Durch diese Kathedrale aus Worten, bewegen sich zwei Tiere.
Ein poetisches Tier. Ein politisches Tier.
Ich grüße sie beide. Ich teile ihre Kämpfe,
ihre Wut, ihre Träume.“

– Reynaldo García Blanco, kubanischer Dichter

ISBN: 9789403871066
200 Seiten

Bots, surveillance et fabrication de la réalité

Mais l'homogénéisation ne se produit pas seulement dans les discours des leaders. Elle se produit sur les réseaux sociaux, où des armées de bots amplifient, déforment et épuisent. La stratégie n'est pas de convaincre ; c'est de confondre. Inonder l'espace public de tant de versions contradictoires de la réalité que la vérité cesse d'être un horizon partagé pour devenir une option parmi d'autres.

L'objectif n'est pas le débat ; c'est l'anéantissement de l'espace public rationnel.

Milei, par exemple, n'utilise pas seulement les réseaux sociaux pour communiquer ; il les utilise pour provoquer systématiquement, insulter les opposants et semer une atmosphère d'hostilité permanente. Trump fait de même depuis des années. L'objectif n'est pas le débat ; c'est l'anéantissement de l'espace public rationnel. Quand tout est bruit, quand tout est suspect, quand tout peut être des "fake news", la seule autorité qui reste est celle du caudillo qui dit : "Moi, je sais la vérité."

Et derrière les bots, les systèmes de surveillance. La technologie qui est censée nous connecter est devenue une infrastructure de contrôle. Chaque clic, chaque like, chaque manifestation enregistrée par un drone ou un téléphone portable alimente une base de données qui sait qui dissident, où et quand. On n'a pas besoin de la Gestapo quand on a Meta, X et les algorithmes de l'État. La surveillance est totale, mais invisible. Et l'invisibilité est son plus grand effet de terreur.

Le fascisme institutionnel : pas besoin de coup d'État

C'est là que nous devons cesser d'avoir peur du mot. Ce que nous voyons n'est pas une dictature classique. Il n'y a pas de chars dans les rues – pas encore. Mais il y a quelque chose qui, d'une certaine manière, est plus efficace : un fascisme institutionnel qui utilise les formes démocratiques pour les vider de leur contenu.

Qu'est-ce que c'est d'autre que de purger l'administration publique de "l'idéologie DEI" sous couvert de "méritocratie" ? Qu'est-ce que c'est d'autre que d'emprisonner les organisateurs de manifestations sociales, comme le propose Milei ? Qu'est-ce que c'est d'autre que de faire de la gauche un ennemi intérieur, des migrants une menace existentielle, des femmes et des dissidents des cibles de la violence symbolique et juridique ?

Le fascisme institutionnel n'a pas besoin d'abolir le parlement ; il a seulement besoin que le parlement devienne irrelevant. Il n'a pas besoin d'interdire les partis d'opposition ; il a seulement besoin que l'opposition ne puisse pas nommer la réalité sans être étiquetée "extrémiste". Il n'a pas besoin de brûler des livres ; il a seulement besoin que personne ne veuille les lire, par peur de perdre son emploi, son compte bancaire, sa "réputation numérique".

L'arnaque chilienne : Kast comme paradigme

José Antonio Kast est, en ce sens, un cas d'étude parfait. Il s'est présenté comme l'homme nouveau, l'anti-système, le propre. Et pourtant, le scandale de ses sociétés panaméennes — cachées dans ses déclarations de patrimoine — révèle la même vieille logique de la classe politique traditionnelle qu'il prétend combattre. Son frère Christian a transféré les actions à une autre personne morale, et Kast a d'abord tout nié, puis a admis "une erreur". Le même vieux schéma : la corruption de ceux qui promettent la moralité.

Foto: Pixabay



Mais l'arnaque de Kast n'est pas seulement personnelle ; elle est politique. Il a promis la sécurité et a livré plus d'inégalités. Il a promis l'ordre et il y a plus de violence criminelle, plus de violence symbolique contre les pauvres, les Mapuches, les femmes. Il a promis de mettre fin à la "caste" et s'est entouré des mêmes hommes d'affaires, des mêmes think tanks, des mêmes discours importés de l'extrême droite mondiale. Son gouvernement, selon les mots de Vallejo, est une grande arnaque. Et ce n'est pas par incompetence ; c'est une conception délibérée.

Conclusion : nommer ou mourir

Face à cette machine — homogénéisée, globalisée, technologisée — la première résistance est épistémique. Appeler les choses par leur nom. Ce n'est pas du "populisme de droite" ; c'est l'extrême droite. Ce n'est pas de la "politique anti-woke" ; c'est de la persécution idéologique. Ce n'est pas de la "modération des contenus" ; c'est de la censure. Ce n'est pas de la "vérification de l'information" ; c'est du contrôle. Et ce n'est pas du "conservatisme démocratique" ; c'est du fascisme institutionnel en expansion.

Milei, Kast, Trump, Bolsonaro, Asprilla et les autres ne sont pas des phénomènes locaux. Ils sont la pointe de lance d'un projet mondial qui cherche à reconfigurer le monde occidental sous une logique d'autoritarisme déguisé en liberté.

Milei, Kast, Trump, Bolsonaro, Asprilla et les autres ne sont pas des phénomènes locaux. Ils sont la pointe de lance d'un projet mondial qui cherche à reconfigurer le monde occidental sous une logique d'autoritarisme déguisé en liberté. Un projet où la liberté n'est que pour ceux qui peuvent la payer, où la démocratie n'est que pour ceux qui pensent correctement, et où l'avenir n'est que pour ceux qui ne remettent pas en question le présent.

Il ne nous reste plus qu'à tout nommer. Parce que dans le monde qu'ils sont en train de construire, le silence n'est plus une complicité. C'est une reddition.

.....Publicidad Werbung advertising publicité publicidade

*L'avancée de l'extrême droite en
Occident vous préoccupe ?*

Alors partagez notre travail.

*Nous pensons que plus et mieux
d'information signifie moins
d'ignorance et donc moins de
fascisme.*

Südaka Editorial



ANALYSE

Le système Bukele, la doctrine Monroe et le nouveau visage de l'autoritarisme en Amérique latine

/SE

Le régime d'exception au Salvador, en vigueur depuis mars 2022, a été prorogé à 45 reprises et est devenu le mécanisme central d'un modèle de gouvernement qui concentre le pouvoir, démantèle les institutions et opère en marge de l'État de droit. Ce qui a commencé comme une mesure d'urgence pour lutter contre les gangs s'est transformé, selon les organisations internationales, en une « politique d'État » répressive.

Crimes contre l'humanité et coût humain du régime

Un rapport élaboré par le Groupe international d'experts pour l'investigation des violations des droits humains au Salvador (GIPES), présenté devant l'ONU, documente plus de 1 700 sources qui signalent la commission systématique de crimes contre l'humanité : assassinat, torture, violence sexuelle, emprisonnement d'enfants et disparitions forcées. Les experts concluent qu'il existe « des motifs raisonnables de croire » que le gouvernement de Nayib Bukele a perpétré ces crimes dans le cadre du régime d'exception.

(Photo : Alcatraz. Marcellorabozzi)

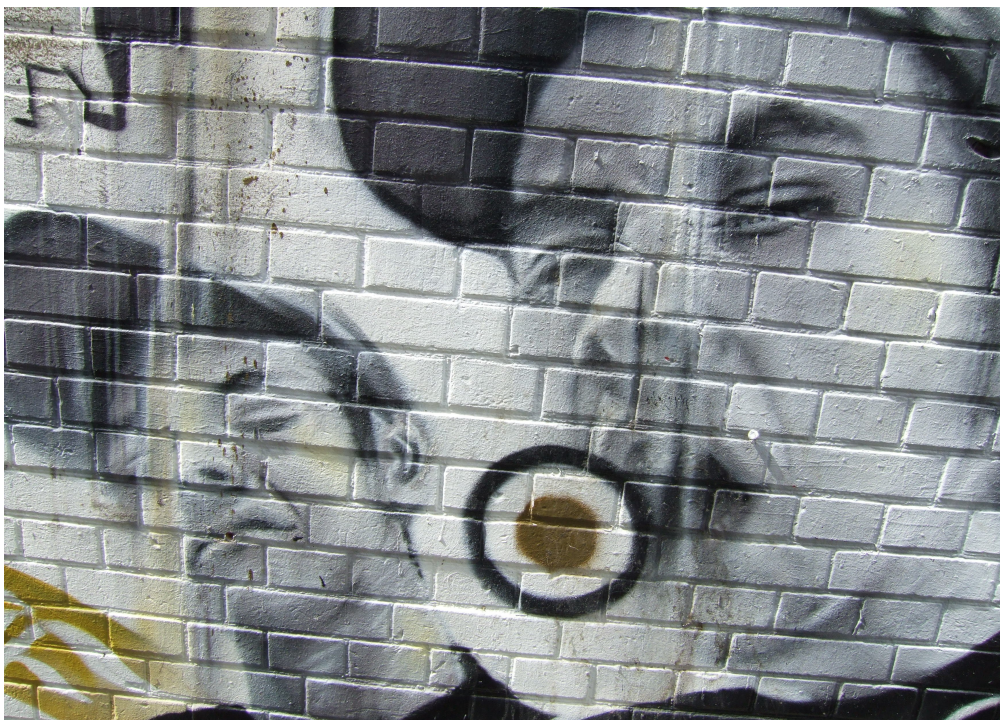


Les chiffres sont accablants :

- Plus de 90 000 personnes détenues, dont beaucoup sans respect des garanties d'un procès équitable.
- Près de 500 morts sous la garde de l'État documentées par des organisations telles que Cristosal et Socorro Jurídico Humanitario, les autorités se limitant à les qualifier de « morts naturelles ».
- 540 cas de disparition forcée, avec des victimes qui pourraient avoir fini dans des fosses communes à l'insu de leurs familles.
- 3 319 mineurs détenus, dont au moins 22 ont subi des tortures et des mauvais traitements.
- 789 atteintes à la liberté de la presse en 2024, soit une augmentation de 154 % par rapport à l'année précédente.

Bukele lui-même a reconnu qu'au moins 8 000 personnes ont été détenues sans motif justifié, ce qui met en évidence la nature arbitraire des arrestations, souvent fondées sur l'apparence physique, les tatouages ou des appels anonymes pour remplir des quotas.

Photo : pixelanarchy



Concentration du pouvoir et érosion institutionnelle

Le système Bukele ne se limite pas à la répression. En juillet 2025, l'Assemblée législative, contrôlée par son parti Nuevas Ideas, a approuvé des réformes constitutionnelles permettant la réélection présidentielle indéfinie, éliminant les limites fixées par la Constitution. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a qualifié ces réformes de « grave recul pour la démocratie et l'État de droit ».

Le gouvernement a également :

- Destitué le procureur général et les juges de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême en 2021, les remplaçant par des fonctionnaires acquis à sa cause.
- Approuvé des lois permettant de destituer les juges et procureurs de plus de 60 ans, utilisées pour éliminer des magistrats indépendants.
- Mis en œuvre une loi sur les agents étrangers qui oblige les organisations recevant des fonds de l'étranger à s'enregistrer comme « agents étrangers », impose une taxe de 30 % sur tout financement externe et permet de sanctionner des activités considérées comme contraires à l'« ordre public », violant le droit international des droits humains.

En conséquence, au moins 140 défenseurs des droits humains et journalistes ont fui le pays par crainte de représailles. Des organisations telles que Cristosal, El Faro et l'Association des journalistes du Salvador (APES) ont fermé ou déplacé leurs opérations.

Le « dictateur le plus cool » et la tolérance à l'autoritarisme

La description de Bukele sur les réseaux sociaux comme « Le dictateur le plus cool du monde entier » n'est pas une plaisanterie, mais le symptôme d'un phénomène plus large : la normalisation des leaderships autoritaires en Amérique latine. Une analyse du radicalisme politique indique que la frustration à l'égard des partis traditionnels a conduit les électeurs à voter pour des options qui érodent la démocratie, méprisent les institutions et persécutent l'opposition et la presse.

Ce phénomène n'est pas exclusif au Salvador. Dans toute la région, des leaders qui se présentent comme des outsiders construisent un récit d'« indignation morale » qui divise la société entre un « peuple » vertueux et un « autre » (migrants, opposants, médias critiques) qui doit être éliminé. Dans cette logique, les comportements autoritaires sont tolérés au nom d'un prétendu bien supérieur.

Trump, la doctrine Monroe et l'abandon de la souveraineté

La politique étrangère de Donald Trump envers l'Amérique latine a réactualisé la doctrine Monroe (« L'Amérique aux Américains ») sous l'angle du contrôle hégémonique. L'administration Trump a transféré des migrants au Salvador et a approfondi une relation de dépendance qui, dans de nombreux cas, a été accueillie favorablement par les nouveaux dirigeants de la région.

Le paradoxe est que, tandis que des gouvernements comme celui de Bukele consolident un pouvoir sans contrepoids, ils se plient aux intérêts de Washington en matière de migration et de sécurité, abandonnant leur souveraineté sans obtenir de contreparties significatives. Cette disposition à céder le contrôle en échange d'un soutien politique et d'une légitimité internationale renforce la logique d'une région conçue comme une arrière-cour, où les droits humains et les institutions démocratiques sont sacrifiés sur l'autel de la sécurité et de l'ordre.

Le problème est que l'« ordre » imposé n'est pas démocratique. C'est l'ordre de l'état d'exception permanent, de la disparition forcée, de la torture institutionnalisée et de la presse réduite au silence. Et pendant que la communauté internationale observe, le message envoyé est que l'autoritarisme est acceptable s'il s'accompagne d'un taux d'homicides réduit, même si cette réduction a été obtenue au prix de dizaines de milliers de vies brisées et d'une institutionnalité démocratique en ruines.

SOURCES :

Sur la loi sur les agents étrangers et son impact

Plusieurs sources détaillent l'approbation, le contenu et les conséquences de cette loi, qui est un pilier central du « système Bukele » décrit dans l'article.

Central Law : Analyse juridique de la loi sur les agents étrangers, de ses obligations et de ses sanctions.

Despacho 505 : Réaction de plus de 20 ONG qui qualifient la loi de « menace directe » pour la société civile.

Lexis Ecuador : Rapport sur l'approbation de la loi et les critiques de l'ONU, ainsi que son impact sur la société civile et la presse.

SWI [swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch) : Déclarations du président Bukele défendant la loi et rejet des organisations qui la voient comme faisant partie d'une escalade autoritaire.

Fédération internationale des journalistes (FIJ) : Rapport sur la manière dont la loi affecte l'Association des journalistes du Salvador (APES) et le journalisme indépendant.

Sur la persécution des médias et des journalistes (affaire El Faro)

L'article mentionne le harcèlement de la presse critique, et ces sources documentent le cas du journal numérique El Faro.

Fédération internationale des journalistes (FIJ) : Condamne le gel des avoirs de journalistes d'El Faro comme une escalade de la persécution judiciaire.

La Hora : Détaille comment le gouvernement a gelé les fonds et les biens des associés fondateurs d'El Faro.

Prensa Libre : Rapporte la dénonciation d'El Faro concernant l'intervention des biens personnels de ses actionnaires.

La Nación : Couvre la dénonciation d'El Faro et les déclarations de son directeur, Carlos Dada, sur la persécution politique.

Prensa Libre (deuxième article) : Informe sur le gel des biens dans le cadre d'une « persécution fiscale » contre le média.

Sur la doctrine Monroe et la politique de Trump envers l'Amérique latine

Ces sources abordent la résurgence de la doctrine Monroe et la politique étrangère de l'administration Trump dans la région.

Cuba Si : Analyse de la signification géopolitique de la « nouvelle » doctrine Monroe et de l'approche de Trump envers l'« arrière-cour ».

Excelsior : Opinion sur la manière dont Trump réinaugure la doctrine Monroe, divisant les pays de la région entre « amis » et « ennemis ».

DW (Deutsche Welle) : Analyse de la longue histoire d'intervention des États-Unis en Amérique latine et du « corollaire Trump » à la doctrine Monroe.

CIDOB : Analyse de la politique de Trump envers la région comme une approche renouvelée de l'« arrière-cour ».